



EUROBAROMÈTRE 75

PRINTEMPS 2011

Les Européens, l'Union européenne et la crise

RAPPORT

Terrain : mai 2011

Publication : août 2011

Ce sondage a été commandé et coordonné par la Direction générale Communication.
http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que les auteurs.

Eurobaromètre Standard 75 Printemps 2011

Les Européens, l'Union européenne et la crise

Etude réalisée par TNS Opinion & Social
à la demande de la Commission européenne –
Direction générale Communication

Coordonnée par la Commission européenne –
Direction générale Communication

TABLE DES MATIERES

PRESENTATION	3
1. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGEE ?	5
2. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA SITUATION DES MENAGES	9
3. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES FACE A LA CRISE.....	11
4. LE ROLE DE L'EURO DANS LA CRISE.....	15
5. LES MESURES LES PLUS EFFICACES A PRENDRE PAR L'UNION EUROPEENNE	16
5.1 Améliorer les performances de l'économie européenne.....	16
5.2 Mesures pour lutter contre la crise	19
6. REFORMER LE SYSTEME ECONOMIQUE ET FINANCIER ?.....	21
6.1 Des réformes nécessaires pour lutter contre la crise et réduire la dette publique	21
6.2 Quelles mesures pour réformer le système économique et financier ?	25
6.3 L'acteur le mieux placé pour réformer le système financier.....	28
SPECIFICATIONS TECHNIQUES	29

PRESENTATION

Les prévisions économiques pour 2011-2012¹, publiées le 13 mai 2011, faisaient état de la confirmation d'une reprise économique progressive dans les pays de l'Union européenne, malgré une accélération du rythme de l'inflation due à l'augmentation du prix des matières premières. Elles mettaient aussi l'accent sur le caractère très contrasté des perspectives d'un Etat membre à l'autre.

C'est dans ce contexte qu'a été réalisée cette enquête Eurobaromètre Standard du printemps 2011 (EB75), entre le 6 et le 26 mai 2011.

Le rapport complet de l'Eurobaromètre est composé de plusieurs volumes. Le premier volume analyse les résultats des indicateurs historiques de l'Eurobaromètre standard. Trois autres volumes présentent l'état de l'opinion publique européenne sur : la crise financière et économique ; la stratégie Europe 2020; le budget de l'Union européenne. Le présent volume est consacré à la crise financière et économique.

L'analyse générale ainsi que les analyses sociodémographiques se basent sur les résultats au niveau de la moyenne des 27 Etats membres. Cette moyenne est pondérée afin de refléter la population réelle de chacun des Etats membres. Les moyennes pour les années précédentes représentent les résultats obtenus dans tous les Etats membres de l'Union telle qu'elle était composée au moment où l'étude a été menée.

* * *

La méthodologie employée est celle des sondages Eurobaromètre de la Direction Générale Communication (Unité « Recherche et Speechwriting »). Une note technique relative aux interviews réalisées par les instituts membres du réseau TNS Opinion & Social est jointe en annexe de ce rapport. Elle mentionné également les modalités d'interview, de même que les intervalles de confiance.²

Le site Internet de l'Eurobaromètre peut être consulté à l'adresse suivante :
http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

*Nous aimerions profiter de l'occasion pour remercier tous les personnes interrogées à travers l'Europe qui ont consacré du temps à ce sondage.
 Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.*

¹<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/11/565&format=HTML&aged=0&language=FR&uiLanguage=en>

² Les tableaux de résultats sont joints en annexe. Il convient de noter que le total des pourcentages indiqué dans les tableaux de ce rapport peut dépasser 100% dans les cas où le répondant a la possibilité de choisir plusieurs réponses à une question.

Dans ce rapport, les pays sont désignés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans ce rapport et leurs correspondances sont les suivantes :

ABREVIATIONS

UE27	Union Européenne – 27 Etats membres
UE15	« pays UE15 »*
NEM12	« pays NEM12 »**
NSP	Ne sait pas / Pas de réponse
BE	Belgique
BG	Bulgarie
CZ	République tchèque
DK	Danemark
DE	Allemagne
EE	Estonie
EL	Grèce
ES	Espagne
FR	France
IE	Irlande
IT	Italie
CY	République de Chypre***
CY (tcc)	Zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre
LT	Lituanie
LV	Lettonie
LU	Luxembourg
HU	Hongrie
MT	Malte
NL	Pays-Bas
AT	Autriche
PL	Pologne
PT	Portugal
RO	Roumanie
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
FI	Finlande
SE	Suède
UK	Royaume-Uni
HR	Croatie
TR	Turquie
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine****
IS	Islande
ME	Monténégro

* Les pays UE15 sont les 15 pays ayant intégré l'Union européenne avant les élargissements de 2004 et de 2007. Il s'agit de la Belgique, le Danemark, l'Allemagne, la Grèce, l'Espagne, la France, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, l'Autriche, le Portugal, la Finlande, la Suède et le Royaume-Uni.

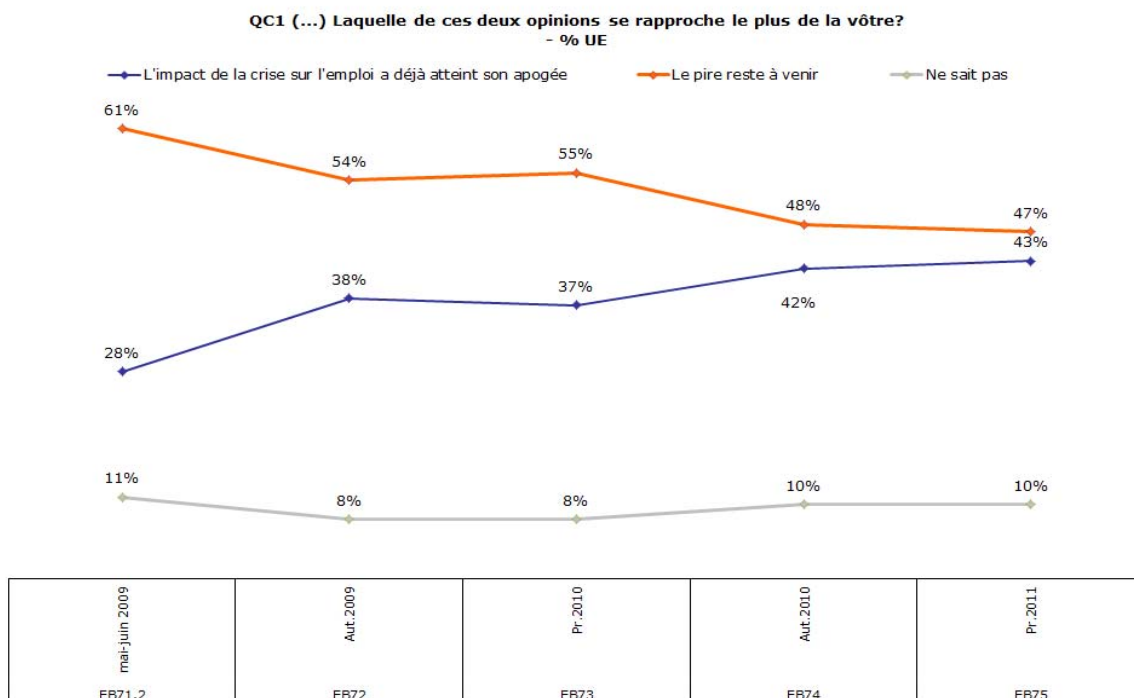
** Les pays NEM12 sont les 12 « Nouveaux Etats membres » ayant intégré l'Union européenne lors des élargissements de 2004 et de 2007. Il s'agit de la Bulgarie, la République tchèque, l'Estonie, la République de Chypre, la Lituanie, la Lettonie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la Roumanie, la Slovénie et la Slovaquie.

*** Chypre dans son ensemble est l'un des 27 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seuls les entretiens réalisés dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY » et compris dans la moyenne de l'UE27. Les entretiens réalisés dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont repris dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : *Turkish Cypriot Community - Communauté chypriote turque*].

**** Abréviation provisoire ne préjugant pas la nomenclature définitive de ce pays, qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies.

1. LA CRISE A-T-ELLE ATTEINT SON APOGEE ?

Après un assez fort regain d'optimisme enregistré entre les enquêtes Eurobaromètre Standard du printemps (EB73) et de l'automne 2010 (EB74), une majorité relative d'Européens pense, au printemps 2011, que les conséquences de la crise économique sur l'emploi ne se sont pas encore toutes faites sentir et que « le pire reste à venir » (47%, - 1 point par rapport à l'automne 2010)³. 43% des Européens (+1 point) estiment au contraire que « l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée ». **Les résultats du printemps 2011 sont donc stables par rapport à ceux de l'automne 2010.** Notons toutefois une **nette amélioration de ce résultat depuis 2009** (+15 points depuis mai-juin 2009⁴).

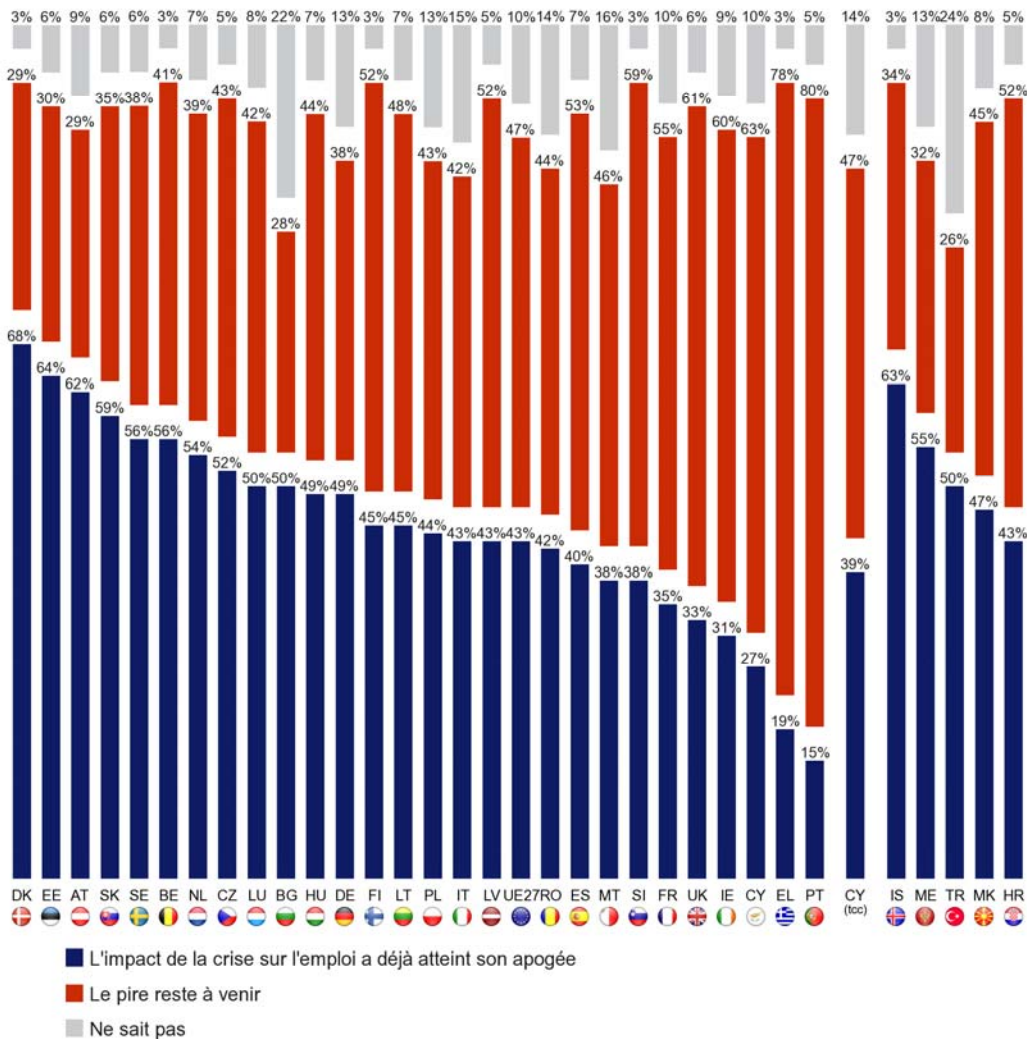


Les résultats varient très fortement d'un pays de l'Union européenne à un autre. Dans 12 Etats membres, le sentiment que la crise est « derrière nous » l'emporte. Dans 13 autres, à l'inverse, le pire est toujours envisagé comme étant « devant nous ». Enfin, l'opinion est très partagée en Italie et en Pologne. Lors de l'enquête réalisée à l'automne 2010, le sentiment que la crise était « derrière nous » était majoritaire dans 13 Etats membres, tandis que le pire était envisagé comme étant « devant nous » dans 13 pays. Enfin, les personnes interrogées au Luxembourg étaient parfaitement partagées sur le sujet.

³ QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

⁴ Eurobaromètre spécial n°316, mai-juin 2009, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_316_fr.pdf





























QC1. Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?



Le Portugal (15%), la Grèce (19%) et l'Irlande (31%), qui subissent particulièrement la crise, font partie des pays les moins prêts à partager l'opinion que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée. En outre, dans trois des six plus grands Etats membres, la proportion de personnes interrogées « optimistes » est inférieure à la moyenne européenne (43%) : au Royaume-Uni (33%), en France (35%) et en Espagne (40%). Notons également que les opinions sont très proches selon que les personnes interrogées viennent de la zone euro ou hors de la zone euro (voir tableau page suivante). En revanche, le pessimisme est plus prononcé dans les pays UE15 (49%) en comparaison avec les pays NEM12 (42%).

Un optimisme nettement plus affirmé qu'à l'automne 2010 est enregistré dans certains pays, notamment en Roumanie (42%, +13 points), au Danemark (68%, +12 points) et en Irlande (31%, +10 points). A l'inverse, la proportion de personnes interrogées exprimant leur pessimisme plus fortement aujourd'hui qu'à l'automne 2010 se fait sentir particulièrement en Finlande (52%, +8 points), en Hongrie (44%, +8 points) et au Portugal (80%, +7 points), mais aussi en Allemagne (38%, +5 points) (pays où l'on avait mesuré une très nette amélioration lors de la dernière enquête).

QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Diff. Pr.2011 - Aut.2010	Le pire reste à venir	Diff. Pr.2011 - Aut.2010	Ne sait pas	Diff. Pr.2011 - Aut.2010
 UE27	43%	+1	47%	-1	10%	=
Zone euro	43%	=	47%	=	10%	=
Hors-zone euro	42%	+3	48%	-2	10%	-1
 DK	68%	+12	29%	-10	3%	-2
 EE	64%	+6	30%	-7	6%	+1
 AT	62%	+4	29%	-3	9%	-1
 SK	59%	+4	35%	-3	6%	-1
 BE	56%	+5	41%	-5	3%	=
 SE	56%	-2	38%	+1	6%	+1
 NL	54%	-3	39%	+5	7%	-2
 CZ	52%	=	43%	+2	5%	-2
 BG	50%	-5	28%	+6	22%	-1
 LU	50%	+3	42%	-5	8%	+2
 DE	49%	-6	38%	+5	13%	+1
 HU	49%	-5	44%	+8	7%	-3
 LT	45%	=	48%	=	7%	=
 FI	45%	-7	52%	+8	3%	-1
 PL	44%	+1	43%	-1	13%	=
 IT	43%	=	42%	-2	15%	+2
 LV	43%	-1	52%	=	5%	+1
 RO	42%	+13	44%	-4	14%	-9
 ES	40%	+5	53%	-5	7%	=
 MT	38%	-9	46%	+6	16%	+3
 SI	38%	+5	59%	-4	3%	-1
 FR	35%	+2	55%	-2	10%	=
 UK	33%	+5	61%	-5	6%	=
 IE	31%	+10	60%	-12	9%	+2
 CY	27%	=	63%	-3	10%	+3
 EL	19%	-3	78%	+3	3%	=
 PT	15%	-5	80%	+7	5%	-2

Le fait d'appartenir à une catégorie socio-économique "moins favorisée" semble aussi conditionner la réponse : les personnes qui ont arrêté leurs études à 15 ans ou plus tôt sont 55% à exprimer leur pessimisme (pour 43% de celles qui ont poursuivi des études longues). De même, 65% des personnes interrogées qui déclarent avoir des difficultés à payer leurs factures la plupart du temps pensent que le pire reste à venir (pour 43% des personnes interrogées qui n'en ont presque jamais).

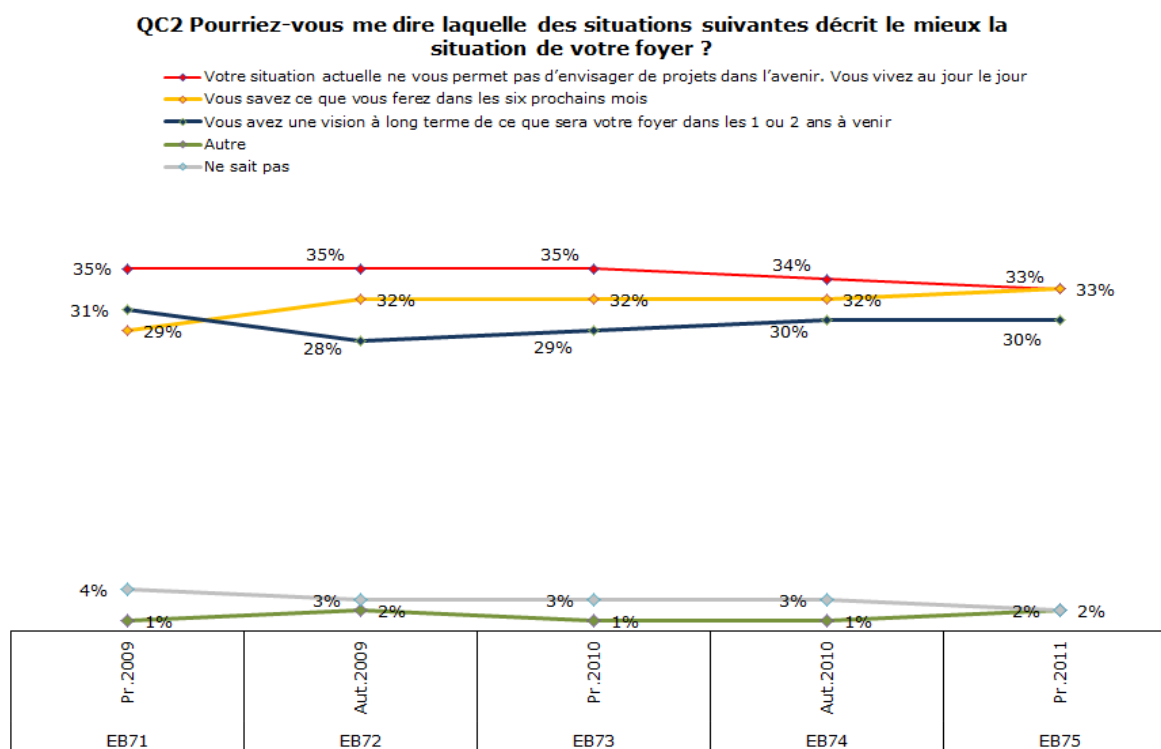
Enfin, l'âge est aussi un facteur important. Plus le répondant est jeune, plus il a tendance à être optimiste sur la sortie de crise : 48% des personnes interrogées âgées de 15 à 24 ans déclarent que l'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée (pour 39% des personnes interrogées âgées de 55 ans et plus).

QC1 Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ?

	L'impact de la crise sur l'emploi a déjà atteint son apogée	Le pire reste à venir	Ne sait pas
UE27	43%	47%	10%
Age			
15-24	48%	42%	10%
25-39	44%	47%	9%
40-54	43%	48%	9%
55 +	39%	50%	11%
Age de fin d'études			
15-	33%	55%	12%
16-19	42%	49%	9%
20+	48%	43%	9%
Toujours étudiant	50%	40%	10%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	27%	65%	8%
De temps en temps	38%	52%	10%
Pratiquement jamais	48%	43%	9%

2. L'IMPACT DE LA CRISE SUR LA SITUATION DES MENAGES

Les résultats de cette enquête Eurobaromètre restent stables par rapport à ceux des enquêtes précédentes, et notamment par rapport à l'EB74 de l'automne 2010. Ainsi, le tiers des personnes interrogées (33%, -1 point) continuent de penser aujourd'hui que leur situation ne leur permet pas d'envisager de projets dans l'avenir⁵. Elles sont néanmoins également 33% (+1 point) à savoir ce qu'elles feront dans les six prochains mois (elles étaient 32% dans ce cas depuis l'automne 2009). Quant aux Européens qui ont une vision à long terme de ce que sera leur foyer dans les un ou deux ans à venir, ils sont 30%, comme à l'automne 2010.



Néanmoins, au-delà de la moyenne européenne, on constate des différences très marquées entre les Etats membres, notamment liées à leur date d'adhésion à l'Union : ainsi les personnes interrogées dans les pays NEM12 sont plus nombreuses à ne pas pouvoir se projeter dans l'avenir (42%, pour 31% des personnes interrogées dans les pays UE15) et donc beaucoup moins nombreuses à avoir une vision à long terme de leur foyer (respectivement 15% et 34%).

⁵ QC2 Pourriez-vous me dire laquelle des situations suivantes décrit le mieux la situation de votre foyer ? Votre situation actuelle ne vous permet pas d'envisager de projets dans l'avenir. Vous vivez au jour le jour; Vous savez ce que vous ferez dans les six prochains mois; Vous avez une vision à long terme de ce que sera votre foyer dans les 1 ou 2 ans à venir; Autre; NSP.

Dans sept des vingt-sept Etats membres, une majorité absolue des personnes interrogées estime que leur situation actuelle ne leur permet pas d'envisager de projets d'avenir, les contraignant à vivre au jour le jour. C'est le cas à Malte (65%), en Grèce et en Lettonie (56% chacun), à Chypre (55%), en Lituanie (52%), en Bulgarie (51%) et en Roumanie (50%). Une majorité relative de personnes interrogées dans sept autres pays s'exprime également de cette manière : au Portugal (49%), en Hongrie (47%), en Estonie et en Irlande (45% chacun), en Espagne (44%), en France (37%) et au Royaume-Uni (35%). **Les Etats membres qui enregistrent les hausses les plus significatives du taux de personnes interrogées déclarant vivre au jour le jour** sont Chypre (55%, +10 points) et Malte (65%, +9 points).

Les personnes interrogées les plus nombreuses à savoir ce qu'elles feront dans les six prochains mois se trouvent essentiellement en Autriche (46%), en République tchèque (44%) et en Pologne (43%) ; et l'évolution positive la plus significative est observée en Hongrie (37%, +7 points).

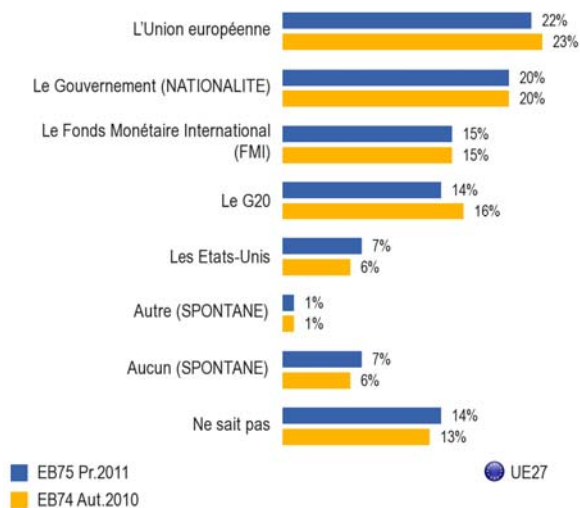
Quant aux personnes interrogées qui envisagent à plus long terme ce que sera leur foyer (dans les un ou deux ans à venir), ce sont essentiellement, comme dans les trois dernières enquêtes Eurobaromètre, **des habitants de pays du Nord de l'Europe** : Allemagne (53%), Finlande (52%), Danemark (49%), Pays-Bas (48%), Suède (46%), Luxembourg (46%) et Belgique (39%). Les personnes interrogées dans ces Etats membres, hormis en Finlande, sont également majoritairement optimistes quant à la sortie de crise. On enregistre des évolutions positives dans 18 Etats membres pour cette réponse. Les plus significatives sont observées en Finlande (52%, +7 points), en Espagne (31%, +7 points), en Suède (46%, +5 points) et en Bulgarie (13%, +5 points).

Le fait d'appartenir à une catégorie socio-économique "moins favorisée" a un impact important sur les résultats : 45% des personnes interrogées ayant arrêté leurs études à 15 ans ou plus tôt déclarent que leur situation actuelle ne leur permet pas d'envisager de projets dans l'avenir (pour 23% de celles ayant poursuivi des études longues). Aussi, 55% des personnes interrogées se positionnant en bas de l'échelle sociale estiment qu'elles ne peuvent pas envisager des projets d'avenir (pour 18% des personnes interrogées qui se placent en haut de l'échelle sociale).

La situation familiale semble aussi avoir un impact sur l'évaluation de la situation du ménage. En effet, les personnes interrogées vivant seules sont plus nombreuses à déclarer ne pas pouvoir envisager de projets dans l'avenir que celles vivant en couple (39% de celles qui vivent seules, pour 29% de celles qui vivent à deux).

3. LES ACTEURS LES PLUS EFFICACES FACE A LA CRISE

QC3a. D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ?



Cette question⁶ avait déjà été posée lors des quatre dernières enquêtes Eurobaromètre qui ont été réalisées depuis le printemps 2009. Une liste d'**institutions internationales** (l'Union européenne, le G20 et le Fonds Monétaire International), **mais aussi nationales** (le gouvernement et les Etats-Unis) ont été proposées aux personnes interrogées. Par rapport à la dernière enquête de l'automne 2010, la hiérarchie des réponses a peu évolué. **L'Union européenne est toujours considérée comme l'acteur le plus à même d'agir efficacement** face aux conséquences de la crise (22%, -1 point), devant le gouvernement national (20%, stable).

Les Etats membres au sein desquels **la réponse « Union européenne » a évolué positivement** sont au nombre de sept (avec une augmentation de un à trois points selon les pays). Il s'agit de la Finlande (23%, +3 points), du Luxembourg (34%, +2 points), de l'Autriche 23%, +2 points), de l'Espagne (25%, +2 points), de la Hongrie (25%, +2 points), de la Suède (17%, +1 point) et du Royaume-Uni (10%, +1 point). A l'inverse, c'est en Slovaquie (23%, -7 points) que l'évolution négative est la plus marquée.

En revanche, le G20 semble considéré avec moins d'intérêt (14%, -2 points), ce qui permet au Fonds Monétaire International de se placer à la troisième place en terme de citations (15%, stable⁷).

Les personnes interrogées au sein de la zone euro ont davantage tendance à citer l'Union européenne que celles habitant en dehors de la zone euro (respectivement 23% et 20%). Il en est de même pour le Fonds Monétaire International (17% pour 11%). A l'inverse, elles sont beaucoup moins enclines à citer leur gouvernement national que les personnes interrogées en dehors de la zone euro (18% pour 24%).

⁶ QC3 D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? Le Gouvernement (NATIONALITE); L'Union européenne; Les Etats-Unis; Le G20; Le Fonds Monétaire International (FMI); Autre (SPONTANE); Aucun (SPONTANE); NSP.

⁷ L'affaire impliquant le Directeur Général du FMI à partir du 14 mai 2011 (c'est-à-dire à mi-enquête) ne semble pas avoir eu d'impact notable sur les réponses.

L'Union européenne est mentionnée avant tout en Grèce, en Pologne et au Luxembourg (34% chacun) ainsi qu'en Bulgarie (33%). L'Union européenne arrive également en tête dans 13 autres Etats membres : en Belgique (29%), en Italie (28%), en Estonie (28%), en Slovaquie (28%), en Roumanie (27%), en Irlande (26%), en Lituanie (26%), en Espagne (25%), en Hongrie (25%), au Portugal (25%), à Chypre (24%), en Autriche (23%) et en Slovénie (23%).

Le gouvernement national est considéré comme l'acteur le plus efficace à Malte (39%), en Suède et au Royaume-Uni (35% chacun).

Le FMI est plus particulièrement plébiscité en Finlande (33%), ainsi qu'aux Pays-Bas et en Allemagne (21% chacun). A contrario, comme à l'automne 2010, il obtient le taux le plus bas de citations en Grèce (4%, -3 points).

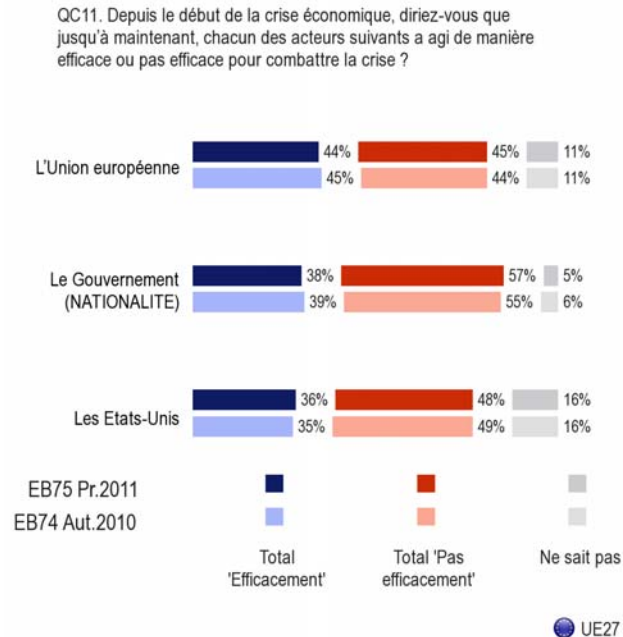
Le G20 est plus volontiers cité en République tchèque (42%, +5 points) et aux Pays-Bas (32%, -3 points).

Les Etats-Unis, sont un peu plus mentionnés au Danemark (15%) ainsi qu'en République tchèque, en Espagne et au Portugal (12% chacun).

En Croatie, pays candidat à l'adhésion à l'Union, **le FMI** est considéré comme l'acteur le plus efficace (24%). En Turquie et en Islande, deux autres pays candidats à l'Union, **le gouvernement national** est plébiscité (respectivement 29% et 25%). Notons également qu'en Turquie, la proportion de personnes interrogées citant **les Etats-Unis** est de 22%, c'est-à-dire le plus fort taux enregistré dans tous les pays couverts par cette enquête.

L'efficacité de l'action des principaux acteurs

Nous venons de voir dans quelle mesure les personnes interrogées identifient en théorie les acteurs les mieux à même d'agir contre les effets négatifs de la crise. Néanmoins, **juger de l'efficacité de leur action peut faire apparaître des nuances intéressantes.**



Les Européens voient ainsi dans **l'Union européenne** l'acteur qui a agi le plus efficacement pour combattre la crise : 44% d'entre eux (-1 point) jugent efficace l'action de l'Union⁸. Mais ils sont aussi un peu plus nombreux (45%, +1 point) à penser le contraire. **Le gouvernement national** est jugé comme ayant été inefficace par la majorité des personnes interrogées (57%, +2 points), tandis que 38% (-1 point) sont positives concernant son action. Quant aux **Etats-Unis**, ils sont perçus comme ayant agi de manière inefficace par 48% des personnes interrogées (-1 point par rapport à l'automne 2010), alors que plus du tiers (36%, +1 point) les jugent positivement.

Premier constat, **s'agissant de l'item « Union européenne », on note une différence significative de 15 points entre les personnes interrogées dans les pays NEM12 et celles des pays UE15 qui jugent qu'elle a agi efficacement** (respectivement 56% et 41%).


Inversement, le **gouvernement national** est davantage considéré comme ayant été efficace dans les pays UE15 (42%) que dans les pays NEM12 (26%).

Quant aux **Etats-Unis**, on les considère plus volontiers efficaces dans les pays NEM12 (48%, pour 34% dans les pays UE15).

Une fois de plus, on observe des différences de résultats importantes en fonction des Etats membres. Les personnes les plus positives à l'égard de **l'Union européenne** se trouvent en Roumanie (68%), en Bulgarie (62%) et en Belgique (60%) ; à l'inverse, c'est en Grèce que les personnes interrogées sont les plus critiques envers l'action de l'Union depuis le début de la crise : 75% d'entre elles considèrent qu'elle n'a pas agi efficacement pour combattre la crise. C'est en Slovaquie que l'on enregistre l'évolution négative du « total efficace » la plus importante (54%, -10 points).

⁸ QC11 Depuis le début de la crise économique, diriez-vous que jusqu'à maintenant, chacun des acteurs suivants a agi de manière efficace ou pas efficace pour combattre la crise ?

QC11 Depuis le début de la crise économique, diriez-vous que jusqu'à maintenant, chacun des acteurs suivants a agi de manière efficace ou pas efficace pour combattre la crise ?

	L'Union européenne		Le Gouvernement (NATIONALITE)		Les Etats-Unis	
	Total 'Efficacement'	Total 'Pas efficacement'	Total 'Efficacement'	Total 'Pas efficacement'	Total 'Efficacement'	Total 'Pas efficacement'
 UE27	44%	45%	38%	57%	36%	48%
UE15	41%	48%	42%	53%	34%	52%
NEM12	56%	32%	26%	68%	48%	32%
Zone euro	43%	48%	40%	56%	34%	53%
Hors-zone euro	47%	39%	35%	58%	41%	40%

Le gouvernement national est avant tout considéré positivement à ce sujet en Suède (77%), au Luxembourg (71%), aux Pays-Bas (67%), en Allemagne (66%) et en Autriche (65%). Notons que les personnes interrogées en Grèce, bien que très critiques envers l'Union, ne soutiennent pas non plus leur gouvernement national : seules 9% (-7 points) jugent son action positive, contre 90% qui l'estiment négative. C'est en Slovénie que l'on est le plus critique envers son gouvernement (seules 6% des personnes interrogées, -6 points, le jugent efficace contre 92% qui pensent le contraire, +6 points).

Notons que parmi les pays candidats à l'adhésion à l'Union, les personnes interrogées en Croatie sont également 6% seulement à soutenir leur gouvernement.

Quant aux **Etats-Unis**, ils sont jugés positivement sur ce point principalement en Lituanie (55%), en Roumanie (53%) et en Hongrie (52%).

L'analyse sociodémographique des résultats permet de constater que les catégories sociales les plus favorisées ont davantage tendance à juger efficace l'action de l'Union européenne ou de leur gouvernement pour combattre la crise, contrairement aux personnes plus fragilisées, qui critiquent quant à elles plus volontiers les deux institutions. En effet, 51% des cadres et 48% des indépendants jugent efficace l'action de **l'Union européenne** pour 38% des chômeurs et 39% des personnes au foyer. De même 51% des cadres estiment que leur **gouvernement** a agi efficacement pour combattre la crise pour seulement 25% des chômeurs et 32% des personnes au foyer.

Le soutien exprimé aux **Etats-Unis** semble moins corrélé avec la catégorie d'occupation des personnes interrogées : une proportion comparable des cadres et des chômeurs pense que les Etats-Unis ont été efficaces pour combattre la crise (respectivement 36% et 37%).



























4. LE ROLE DE L'EURO DANS LA CRISE

Plus d'une personne interrogée sur deux (51%, +3 points par rapport à l'automne 2010) pensent que l'euro n'a globalement pas atténué les effets de la crise économique, alors que 37% (-2 points) estiment le contraire⁹.

Les personnes interrogées dans la zone euro sont beaucoup plus nombreuses à soutenir l'idée d'un effet atténuateur de l'euro (42%, -1 point) que celles en dehors de la zone euro (30%, +1 point). Cette opinion est majoritaire dans cinq pays de la zone euro : la Slovaquie, l'Autriche, l'Italie, la Finlande et l'Irlande.

Les évolutions positives les plus nettes concernent la Roumanie (38%, +7 points) et le Royaume-Uni (24%, +5 points). A l'inverse, les résultats des évaluations positives sont en baisse dans 19 pays par rapport à la dernière enquête. Il s'agit principalement du Luxembourg (43%, -9 points), de la Hongrie (40%, -8 points), de la Grèce (38%, -8 points) et de Chypre (33%, -8 points).

**QC4 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante :
L'euro a globalement atténué les effets de la crise économique.**

	Total 'D'accord'	Diff. Pr.2011 - Aut.2010		Total 'Pas d'accord'	Diff. Pr.2011 - Aut.2010
 UE27	37%	-2	 EU27	51%	+3
Zone euro	42%	-1	Zone euro	50%	+2
Hors-zone euro	30%	+1	Hors-zone euro	51%	+1
 RO	38%	+7	 BG	42%	+10
 UK	24%	+5	 HU	51%	+10
 LV	32%	+4	 EL	60%	+8
 EE	40%	+3	 LU	50%	+8
 FR	32%	+3	 PT	50%	+8
 AT	56%	+3	 FI	42%	+8
:	:	:	 CY	61%	+7
 SI	34%	-6	 SI	63%	+7
 PT	42%	-7	 SE	60%	+7
 EL	38%	-8	:	:	:
 CY	33%	-8	 FR	62%	-2
 HU	40%	-8	 LV	51%	-3
 LU	43%	-9	 UK	58%	-4

⁹ QC4 Pouvez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec la proposition suivante : L'euro a globalement atténué les effets de la crise économique.

5. LES MESURES LES PLUS EFFICACES A PRENDRE PAR L'UNION EUROPEENNE

A l'instar de ce que l'on observait lors de l'Eurobaromètre Standard de l'automne 2010, **63% des Européens (résultat stable) considèrent que l'Union européenne a suffisamment de pouvoir et d'outils pour affronter la concurrence économique internationale**¹⁰. Un quart des personnes interrogées (+1 point) est d'un avis contraire.

Cette opinion est toujours majoritaire dans chacun des vingt-sept Etats membres. Elle enregistre même une évolution positive dans 12 d'entre eux : en Espagne (70%, +4 points), en Roumanie (65%, +4 points), au Danemark (58%, +4 points), en République tchèque (66%, +3 points), au Luxembourg (63%, +3 points), en France (54%, +3 points), au Royaume-Uni (50%, +3 points), à Chypre (84%, +2 points), en Autriche (71%, +2 points), en Suède (51%, +2 points), en Allemagne (68%, +2 points) et en Finlande (58%, +1 point).

5.1 Améliorer les performances de l'économie européenne

Afin de connaître l'opinion des Européens sur les moyens d'améliorer la performance de l'économie européenne, une série de onze initiatives leur a été proposée, parmi lesquelles ils pouvaient en choisir un maximum de trois¹¹. A l'instar de ce que l'on observait déjà dans la dernière enquête (EB74, automne 2010), **les résultats obtenus mettent en exergue l'intérêt des Européens pour l'éducation et la formation, l'entrepreneuriat ainsi que pour la remise en ordre des finances publiques**, avec une hiérarchie des résultats quasi-identique à la précédente.

¹⁰ QC10.3 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les propositions suivantes concernant le rôle de l'Union européenne dans l'économie ? : L'UE a suffisamment de pouvoir et d'outils pour défendre les intérêts économiques de l'Europe dans l'économie mondiale

¹¹ QC5 Quelles sont les trois initiatives qui amélioreraient le plus la performance de l'économie européenne ? (MAX. 3 REPONSES) : Augmenter le nombre d'heures de travail ; Améliorer l'éducation et la formation professionnelle ; Investir dans la recherche et l'innovation ; Faciliter l'accès au crédit pour les compagnies ; Faciliter la création d'entreprise ; Utiliser l'énergie plus efficacement ; Investir dans les transports (les autoroutes, les chemins de fer, etc.) ; Investir dans les produits et services respectueux de l'environnement ; Augmenter l'âge de la pension ; Réduire les déficits publics et la dette publique ; Renforcer la réglementation des marchés financiers ; Autre (SPONTANE) ; NSP.

QC5 Quelles sont les trois initiatives qui amélioreraient le plus la performance de l'économie européenne ?

	UE27	Zone Euro	Hors-zone Euro
Améliorer l'éducation et la formation professionnelle	48%	50%	44%
Faciliter la création d'entreprise	34%	35%	32%
Réduire les déficits publics et la dette publique	34%	35%	32%
Investir dans la recherche et l'innovation	29%	33%	21%
Utiliser l'énergie plus efficacement	25%	24%	26%
Renforcer la réglementation des marchés financiers	21%	22%	19%
Faciliter l'accès au crédit pour les compagnies	20%	22%	17%
Investir dans les produits et services respectueux de l'environnement	15%	15%	13%
Investir dans les transports (les autoroutes, les chemins de fer, etc.)	11%	8%	17%
Augmenter le nombre d'heures de travail	6%	7%	6%
Augmenter l'âge de la pension	5%	4%	5%

L'initiative la plus fréquemment citée reste le fait d'« **améliorer l'éducation et la formation professionnelle** » : près d'une personne interrogée sur deux (48%, +1 point par rapport à l'automne 2010) la cite comme prioritaire. « **Faciliter la création d'entreprise** » et « **réduire les déficits publics et la dette publique** » sont ensuite choisies par plus d'un tiers des personnes interrogées (34% chacune). « **Investir dans la recherche et l'innovation** » occupe ensuite la troisième place, avec 29% des personnes interrogées qui la mentionnent.

On observe certaines différences dans les réponses entre les Européens résidant dans la zone euro et ceux qui vivent en dehors de celle-ci. Trois initiatives sont ainsi nettement plus citées par les personnes interrogées dans la zone euro :

- **Investir dans la recherche et l'innovation** : 33% dans la zone euro pour 21% en dehors
- **Améliorer l'éducation et la formation professionnelle** : 50% pour 44%
- **Faciliter l'accès au crédit pour les compagnies** : 22% pour 17%

Inversement, **investir dans les transports** (les autoroutes, les chemins de fer, etc.) est une initiative davantage citée en dehors de la zone euro (17%, pour 8% au sein de la zone euro).

D'un point de vue sociodémographique, on observe quelques variations entre les catégories d'Européens : l'amélioration de l'éducation et de la formation professionnelle suscite assez logiquement l'intérêt des personnes interrogées les plus jeunes (58% des 15-24 ans, pour 45% des 55 ans et plus). Ce thème fédère presque autant les cadres (50%) que les ouvriers (49%).

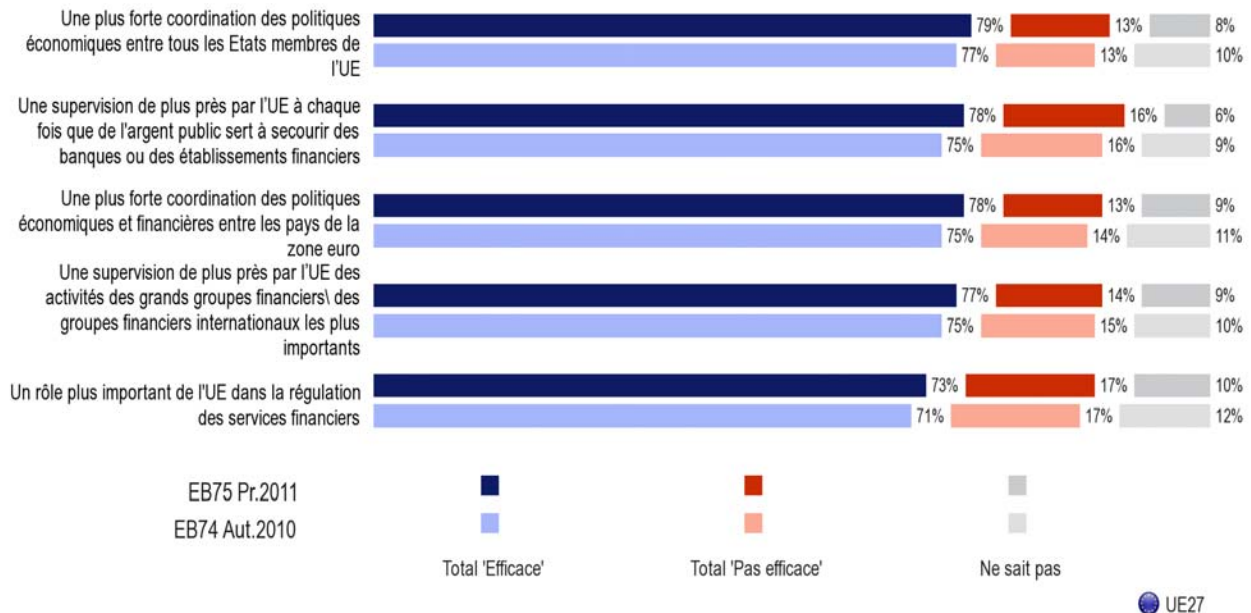
Faciliter la création d'entreprise est un thème cher aux moins diplômés (37%, pour 31% des plus diplômés) et surtout aux chômeurs (43%, pour 29% des cadres).

Réduire les déficits publics et la dette publique est une initiative surtout mentionnée par les personnes interrogées les plus diplômées (37%, pour 30% de celles qui ont arrêté leurs études avant l'âge de 16 ans), par les cadres (39%, pour 31% des chômeurs) et par les personnes qui s'intéressent beaucoup à la politique (39%, pour 25% de celles qui ne s'y intéressent pas du tout).

5.2 Mesures pour lutter contre la crise

Une très large majorité d'Européens (plus de sept sur dix) considère que les mesures qui vont dans le sens d'un renforcement de la coordination des politiques économiques au sein de l'Union, mais également d'une plus grande régulation des services financiers sont efficaces pour combattre la crise. Ce sentiment se renforce depuis l'automne 2010¹².

QC7. Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.































Comme à l'automne 2010, la mesure la plus fréquemment mentionnée est « **une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE** » (79%, +2 points). Le soutien à cette mesure est de 83% (+1 point) dans la zone euro pour 70% (+3 points) en dehors de la zone euro.

Pour chacune des cinq mesures proposées, **les Européens de la zone euro sont plus nombreux** (avec une différence significative de 12 à 15 points) que ceux résidant en dehors de la zone euro, **à estimer efficaces les mesures proposées pour combattre la crise.**

¹² QC7 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.

QC7 Certaines mesures destinées à combattre la crise financière et économique présente sont actuellement en discussion au sein des institutions européennes. Pour chacune de ces mesures, dites-moi si vous pensez que ce serait une mesure efficace ou pas efficace.

	Une plus forte coordination des politiques économiques entre tous les Etats membres de l'UE		Une supervision de plus près par l'UE à chaque fois que de l'argent public sert à secourir des banques ou des établissements financiers		Une plus forte coordination des politiques économiques et financières entre les pays de la zone euro		Une supervision de plus près par l'UE des activités des grands groupes financiers / des groupes financiers internationaux les plus importants		Un rôle plus important de l'UE dans la régulation des services financiers	
	Total 'Efficace'	Diff. Pr.2011 - Aut.2010	Total 'Efficace'	Diff. Pr.2011 - Aut.2010	Total 'Efficace'	Diff. Pr.2011 - Aut.2010	Total 'Efficace'	Diff. Pr.2011 - Aut.2010	Total 'Efficace'	Diff. Pr.2011 - Aut.2010
 UE27	79%	+2	78%	+3	78%	+3	77%	+2	73%	+2
Zone euro	83%	+1	82%	+2	82%	+1	82%	+2	79%	+2
Hors-zone euro	70%	+3	70%	+5	69%	+4	69%	+3	64%	+3
 BE	90%	+3	87%	+4	89%	+2	88%	+4	87%	+3
 BG	85%	+3	84%	+3	82%	-1	82%	+3	78%	=
 CZ	75%	+4	77%	+3	75%	+4	78%	+3	71%	+3
 DK	79%	-1	67%	+5	76%	+2	71%	+2	51%	-3
 DE	82%	+2	85%	+1	83%	+4	85%	+1	75%	+2
 EE	65%	-5	56%	-5	68%	-1	63%	-5	60%	-5
 IE	79%	=	83%	-1	78%	-2	84%	+3	80%	=
 EL	84%	+3	82%	+4	81%	+3	79%	+1	78%	+3
 ES	87%	+3	86%	+5	86%	+2	87%	+5	85%	+4
 FR	80%	-1	76%	+1	80%	-1	74%	-3	73%	-4
 IT	84%	+2	82%	+1	84%	+3	84%	+4	84%	+4
 CY	91%	+2	92%	+7	91%	+3	87%	+4	84%	+5
 LV	68%	-5	72%	-4	68%	-2	70%	-1	62%	-6
 LT	66%	=	68%	+1	61%	-2	64%	+1	65%	-1
 LU	84%	-1	74%	-5	84%	-2	79%	+1	78%	=
 HU	69%	+4	72%	+2	68%	+2	72%	+4	67%	-1
 MT	78%	+4	81%	+8	78%	+5	72%	+6	71%	+3
 NL	83%	-2	74%	+2	83%	+2	75%	-1	75%	+2
 AT	77%	+3	75%	+8	77%	+6	75%	+7	72%	+6
 PL	75%	=	72%	+6	70%	+1	70%	=	66%	=
 PT	77%	+5	84%	+10	77%	+5	84%	+11	77%	+6
 RO	80%	+3	78%	+3	79%	+5	79%	+3	76%	+5
 SI	82%	=	82%	-1	83%	=	81%	+1	81%	+1
 SK	87%	-2	88%	-1	86%	=	87%	-2	83%	-1
 FI	74%	-4	76%	-4	80%	-1	75%	-2	69%	-4
 SE	66%	-1	68%	-1	69%	=	65%	+1	58%	-2
 UK	64%	+7	65%	+8	61%	+8	63%	+8	58%	+7

6. REFORMER LE SYSTEME ECONOMIQUE ET FINANCIER ?

6.1 Des réformes nécessaires pour lutter contre la crise et réduire la dette publique

Travailler ensemble

Plus de neuf Européens sur dix (91%, +2 points par rapport à l'Eurobaromètre de l'automne 2010) sont favorables à une plus grande coopération entre les 27 Etats membres pour combattre la crise¹³. Seuls 6% d'entre eux (-1 point) pensent le contraire. Cette opinion est davantage partagée au sein de la zone euro (92%) qu'en dehors de celle-ci (88%).

Quant à ceux dont l'opinion a le plus progressé en ce sens, il s'agit des personnes interrogées au Royaume-Uni (85%, +6 points), qui sont également les moins nombreuses à s'exprimer de cette manière (avec les personnes interrogées en Autriche, 85% également).

QC6a. Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes
Réponse: 'Total d'accord' -%UE

	EB74 Aut.2010	EB75 Pr.2011	Diff. Pr.2011 - Aut.2010
Les Etats membres de l'UE devraient travailler davantage ensemble pour combattre la crise financière et économique	89%	91%	+2
(NOTRE PAYS) a besoin de réformes pour faire face au futur	87%	86%	-1
Nous devons faire des réformes qui bénéficieront aux générations futures, même si cela signifie faire des sacrifices maintenant	77%	80%	+3
(SPLIT A) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées	78%	77%	-1
Vous êtes prêt(e) à réduire votre niveau de vie actuel pour garantir le niveau de vie des générations futures	50%	50%	=
En raison de la crise économique, nous devrions augmenter les déficits publics pour créer des emplois	42%	45%	+3
(SPLIT B) Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment	36%	41%	+5

¹³ QC6 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes.

Réformer pour faire face au futur

Engager des réformes qui bénéficieront aux générations futures, en dépit de sacrifices que cela impliquerait aujourd'hui est une idée qui remporte une adhésion de plus en plus forte depuis qu'elle a été soumise aux Européens à l'automne 2009. L'opinion positive qu'elle recueille au printemps 2011 progresse même encore de 3 points et atteint désormais 80% des citations. Seules 16% (-1 point) des personnes interrogées y sont défavorables. On observe que cette opinion est plus volontiers partagée au sein des pays UE15 (80%) que parmi les pays NEM12 (74%). C'est en particulier le cas dans les pays nordiques : en Finlande (94%), au Danemark (93%) et en Suède (92%) ; mais également à Chypre (94%).

Notons que parmi les pays candidats à l'adhésion à l'Union, l'Islande se démarque avec une proportion de 95% de personnes interrogées qui soutiennent cette proposition.

Quant aux Européens dont l'opinion a le plus évolué positivement depuis l'automne 2010 sur cette question, il s'agit de Malte (73%, +13 points) et de la Lettonie (48%, +9 points). Malgré cette progression, les personnes interrogées en Lettonie demeurent pourtant les seules qui sont en majorité en désaccord avec cette proposition (49%).

Si l'idée de réformes qui bénéficieront aux générations futures est largement acceptée, celle de **réduire son niveau de vie actuel pour garantir le niveau de vie des générations futures ne va pas de soi**. La moitié des Européens la soutiennent (50%, stable), mais ils sont également 45% (+1 point) à ne pas être d'accord avec cette proposition.

Comme lors de la dernière enquête Eurobaromètre de l'automne 2010, on constate que les personnes interrogées au sein des pays UE15 (53%) sont plus nombreuses que celles des pays NEM12 (41%) à envisager une réduction de leur niveau de vie actuel.

Les personnes les plus favorables à cette forme de "solidarité intergénérationnelle" sont celles qui ont été interrogées au Luxembourg (70%). Notons également qu'en Islande, pays candidat à l'adhésion à l'Union, 74% des personnes interrogées s'expriment en ce sens.

Les catégories de la population les plus favorisées soutiennent davantage cette idée : c'est notamment le cas des cadres (62%, pour 44% des chômeurs) et des plus diplômés (58%, pour 45% des moins diplômés).

Une très large majorité de personnes interrogées (86%, -1 point) considère que leur pays a besoin de réformes pour faire face au futur. C'est même l'avis de 99% des personnes interrogées à Chypre. Seuls 10% des personnes interrogées dans l'ensemble de l'Union sont d'un avis contraire.

Les Européens dont l'opinion en faveur des réformes a le plus évolué positivement depuis l'enquête précédente résident au Luxembourg (77%, +8 points).

A contrario, ceux dont l'opinion positive a le plus diminué depuis l'automne 2010 résident en Hongrie (80%, -8 points), en Slovaquie (75%, -6 points) et en République tchèque (74%, -6 points).

Réformes et déficit public

L'ampleur et la persistance de la crise économique depuis bientôt trois ans influencent peut-être l'opinion publique européenne sur le concept de réformes. **L'avis des Européens sur le sujet a été mesuré en interrogeant deux moitiés de l'échantillon total, auxquelles nous avons présenté deux formulations différentes :**

- **L'une positive (SPLIT A – « Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette en (NOTRE PAYS) ne peuvent pas être retardées »).**
- **Et l'autre négative (SPLIT B – « Les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette publique en (NOTRE PAYS) ne sont pas une priorité pour le moment »).**

Comme à l'automne 2010, **plus de trois Européens sur quatre (77%, -1 point) sont d'accord avec la proposition selon laquelle les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette publique dans leur pays ne peuvent pas être retardées.** Ils sont 14% (+1 point) à ne pas être de cet avis. Les personnes interrogées au sein de la zone euro sont plus nombreuses (79%, pour 73% en dehors de la zone euro) à considérer que les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette publique dans leur pays ne peuvent pas être retardées.

Si l'on inverse la formulation, un peu plus de quatre personnes interrogées sur dix (41%, +5 points) estiment que les mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette publique ne sont pas une priorité. Les personnes interrogées des pays dont l'opinion a le plus évolué en ce sens sont celles qui vivent en Irlande (+14 points) tandis que celles dont l'opinion a le plus évolué négativement sur ce point se trouvent en Hongrie (-9 points).








En revanche, une majorité relative d'Européens (49%, -4 points) n'est pas d'accord avec cette proposition et donc pense effectivement que ces mesures sont une priorité pour leur pays. Les personnes interrogées qui ne sont « pas d'accord » avec la proposition (et qui estiment donc qu'il s'agit d'une priorité) sont 51% au sein de la zone euro (pour 46% en dehors).

Ceci confirme d'une certaine façon les résultats du SPLIT A. Cependant, on constate que l'intensité des réponses varie beaucoup selon la formulation du message.

Alors que les Européens interrogés lors de cette enquête se positionnent majoritairement en faveur d'une réduction des déficits publics, **ils sont tout de même plus de quatre sur dix** (45%, +3 points par rapport à l'automne 2010) **à déclarer qu'en raison de la crise, il faudrait augmenter les déficits publics pour créer des emplois, tandis qu'ils sont un peu moins nombreux (42%, résultat stable) à penser le contraire.** On remarque que le taux de réponse « ne sait pas » reste élevé (13%, -3 points).

Un écart significatif de 13 points sépare à ce sujet les personnes interrogées dans la zone euro, qui s'expriment à 40% en faveur d'une augmentation des déficits publics pour créer des emplois, pour une majorité absolue de 53% parmi les personnes interrogées en dehors de la zone euro).

QC6a.7 Pourriez-vous me dire si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord avec chacune des propositions suivantes. En raison de la crise économique, nous devrions augmenter les déficits publics pour créer des emplois

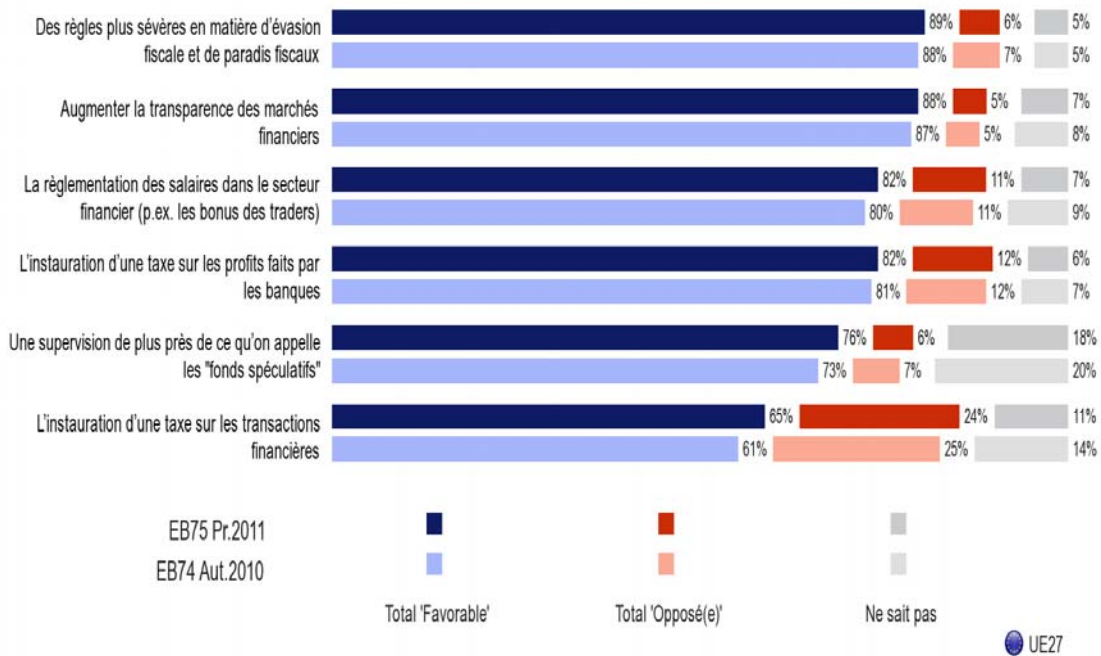
Réponse: 'Total d'accord'				
		EB74 Aut.2010	EB75 Pr.2011	Diff. Pr.2011 - Aut.2010
	UE27	42%	45%	+3
	Zone euro	38%	40%	+2
	Hors-zone euro	49%	53%	+4
	LV	43%	57%	+14
	LU	42%	52%	+10
	SE	41%	51%	+10
	SI	47%	55%	+8
	DK	58%	51%	-7
	LT	66%	56%	-10

6.2 Quelles mesures pour réformer le système économique et financier ?

Il a été demandé aux personnes interrogées de donner leur avis sur six mesures que devrait prendre l'Union européenne pour réformer les marchés financiers mondiaux¹⁴.


































Comme lors de la dernière enquête Eurobaromètre de l'automne 2010, **la très grande majorité des personnes interrogées est favorable à ces mesures**. Ces résultats sont tous en hausse (entre un et quatre points de plus selon les mesures proposées), même si l'on observe encore parfois des différences notables entre les pays. **On observe ainsi des divergences parfois très importantes entre les Européens résidant au sein de la zone euro et ceux qui n'en font pas partie**. Les premiers s'expriment plus volontiers que les seconds en faveur des six propositions présentées (entre cinq et dix-neuf points d'écart selon les propositions).

QC8. En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.



¹⁴ QC8 En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre...

QC8 En pensant à la réforme des marchés financiers mondiaux, pouvez-vous me dire si vous êtes favorable ou opposé(e) à chacune de mesures suivantes que l'UE devrait prendre.

		Des règles plus sévères en matière d'évasion fiscale et de paradis fiscaux		Augmenter la transparence des marchés financiers		La réglementation des salaires dans le secteur financier (p.ex. les bonus des traders)		L'instauration d'une taxe sur les profits faits par les banques		Une supervision de plus près de ce qu'on appelle les "fonds spéculatifs"		L'instauration d'une taxe sur les transactions financières	
		Total 'Favorable'	Diff. Pr.2011 - Aut.2010	Total 'Favorable'	Diff. Pr.2011 - Aut.2010	Total 'Favorable'	Diff. Pr.2011 - Aut.2010	Total 'Favorable'	Diff. Pr.2011 - Aut.2010	Total 'Favorable'	Diff. Pr.2011 - Aut.2010	Total 'Favorable'	Diff. Pr.2011 - Aut.2010
	UE27	89%	+1	88%	+1	82%	+2	82%	+1	76%	+3	65%	+4
	Zone euro	92%	+2	91%	+1	86%	+3	84%	+2	81%	+3	72%	+5
	Hors-zone euro	86%	+2	84%	+2	76%	+2	79%	+2	65%	+3	53%	+4
	BE	90%	=	92%	=	86%	+2	85%	+5	82%	+3	68%	+2
	BG	82%	-5	90%	+4	78%	+1	86%	+2	46%	-1	55%	-6
	CZ	93%	+1	87%	+1	80%	-1	88%	+2	83%	+6	66%	+8
	DK	93%	+3	90%	+2	63%	+1	81%	+4	74%	+9	62%	+6
	DE	93%	+1	93%	=	85%	-1	89%	+3	89%	+3	79%	+5
	EE	81%	+2	86%	+1	71%	-1	77%	+2	81%	+4	51%	+8
	IE	89%	-1	90%	+3	91%	+5	91%	-1	88%	+7	55%	-1
	EL	95%	+2	95%	+3	87%	+7	97%	+4	96%	+6	79%	+9
	ES	92%	+3	93%	+4	91%	+6	75%	+3	71%	+5	64%	+6
	FR	88%	-2	87%	=	84%	+2	84%	-2	75%	+4	73%	+2
	IT	90%	+2	89%	+1	82%	+1	81%	-1	83%	+1	75%	+3
	CY	94%	+3	95%	+3	78%	+10	89%	+4	95%	+4	62%	+4
	LV	74%	+5	89%	+1	76%	-3	73%	-2	67%	+5	58%	+3
	LT	75%	-1	88%	+3	77%	+4	79%	-1	64%	+2	64%	+2
	LU	75%	+2	86%	-1	80%	+1	73%	=	80%	+2	60%	+5
	HU	92%	=	92%	=	83%	-4	85%	+3	89%	-1	63%	=
	MT	74%	=	82%	+9	50%	+3	47%	-4	52%	+5	24%	-6
	NL	94%	+1	92%	=	84%	+4	77%	+4	76%	+4	39%	+3
	AT	92%	+2	90%	+2	89%	+2	84%	+7	86%	+1	83%	+8
	PL	80%	+3	84%	+1	70%	-3	72%	+1	50%	+5	48%	+3
	PT	87%	+2	88%	+3	86%	+4	85%	+2	85%	+3	82%	+8
	RO	88%	+4	80%	+10	70%	+6	78%	+2	65%	+4	63%	+4
	SI	90%	+2	94%	+3	91%	+5	84%	-2	77%	-1	61%	+2
	SK	96%	+1	92%	+1	90%	+4	89%	+2	82%	-1	77%	+10
	FI	90%	-2	90%	+1	75%	-5	80%	-1	76%	+4	54%	=
	SE	90%	-4	81%	+1	78%	+3	79%	+2	71%	+1	51%	+6
	UK	86%	+2	82%	=	79%	+3	79%	=	69%	+2	48%	+5
	CY (tcc)	82%	-	62%	-	66%	-	60%	-	72%	-	56%	-
	HR	88%	-	85%	-	83%	-	88%	-	70%	-	73%	-
	TR	62%	-	63%	-	56%	-	59%	-	44%	-	59%	-
	MK	84%	-	76%	-	71%	-	70%	-	49%	-	56%	-
	IS	91%	-	94%	-	89%	-	84%	-	91%	-	57%	-
	ME	83%	-	79%	-	80%	-	85%	-	73%	-	73%	-

Notons ici que les personnes interrogées en Grèce sont les plus nombreuses à soutenir ces mesures dans trois cas sur six, contrairement aux personnes interrogées à Malte qui semblent nettement moins favorables à ces différentes propositions.

A l'instar des questions posées sur la priorité des mesures à prendre pour réduire le déficit public et la dette publique, la technique du « split ballot » a de nouveau été utilisée pour comprendre si, aux yeux des personnes interrogées, **l'Union européenne devrait prendre un rôle plus important dans le développement de nouvelles règles pour les marchés financiers mondiaux (SPLIT A)** ou si, à l'inverse, **elle devrait être moins impliquée dans le développement de ces règles (SPLIT B)**¹⁵.

Comme lors de la dernière enquête Eurobaromètre de l'automne 2010 (EB74), une **très large majorité (SPLIT A : 83%, +1 point) des personnes interrogées exprime son souhait de voir l'Union européenne jouer un rôle plus important**. Seuls 9% des personnes interrogées sont d'un avis contraire.

On observe une différence significative de 11 points entre les personnes interrogées appartenant à la zone euro et celles résidant en dehors : 87% des premières considèrent que l'Union devrait prendre un rôle plus important (pour 76% des secondes).

Les Etats membres au sein desquels cette opinion a le plus évolué positivement depuis l'automne 2010 sont l'Italie (87%, +6 points), la Finlande (90%, +5 points) et Malte (80%, +5 points). A l'inverse, on enregistre une nette baisse en Lituanie (73%, -7 points), en Pologne (75%, -6 points), en Estonie (76%, -5 points), en Suède (78%, -5 points) et en France (85%, -5 points).

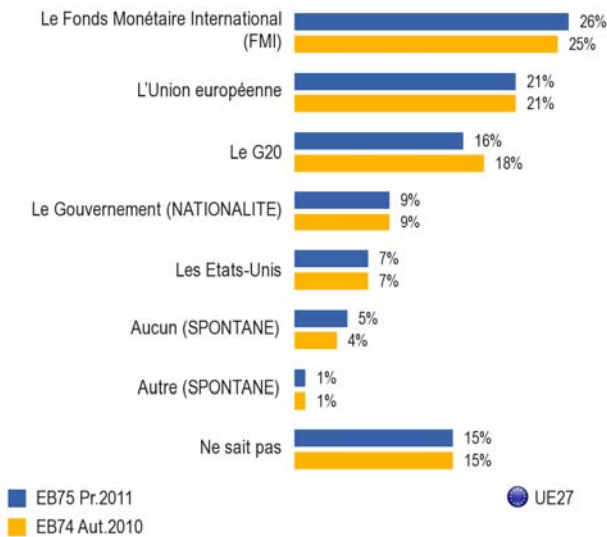
Notons tout de même que **lorsque l'on inverse le sens de la formulation (SPLIT B), les opinions vont dans le même sens, mais avec beaucoup moins d'intensité**. Une majorité relative de 48% (-4 points par rapport à l'automne 2010) affirme ne pas être d'accord pour dire que l'Union européenne devrait être moins impliquée. Et 38% (+5 points) pensent le contraire.

¹⁵ QC10.1-2 Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec les propositions suivantes concernant le rôle de l'UE dans l'économie ? L'UE devrait prendre un rôle plus important dans le développement de nouvelles règles pour les marchés financiers mondiaux; L'UE devrait être moins impliquée dans le développement de nouvelles règles pour les marchés financiers mondiaux.

6.3 L'acteur le mieux placé pour réformer le système financier

S'agissant de la réforme du marché financier mondial, les Européens accorderaient prioritairement leur confiance aux trois institutions internationales que sont le Fonds Monétaire International, l'Union européenne et le G20¹⁶. Comme lors du dernier Eurobaromètre de l'automne 2010 (EB74), les deux institutions nationales (le gouvernement national et les Etats-Unis) recueillent beaucoup moins de citations. La hiérarchie est exactement la même qu'à l'automne 2010.

QC9a. Selon vous, parmi les suivants, qui est le mieux placé pour régler et reformer le marché financier mondial ?



Si l'on met en parallèle ces résultats avec ceux de la question QC3a concernant l'acteur considéré comme le plus à même d'agir efficacement face aux conséquences de la crise, il est intéressant de constater que **le FMI**, qui n'apparaissait qu'en troisième position (derrière l'Union européenne et le gouvernement national) **est vu ici comme le premier à pouvoir régler et reformer le marché financier mondial (26%, +1 point)**. On semble donc attribuer au FMI davantage un rôle de régulateur technique plutôt que politique.

L'Union européenne, quant à elle, est considérée comme le deuxième acteur le mieux placé (21%, stable), suivi par le G20 (16%, -2 points).

Le Fonds Monétaire International est davantage mentionné par les personnes interrogées de la zone euro (28%) qu'en dehors de celle-ci (22%). Il est avant tout cité par les personnes interrogées dans le nord de l'UE : en Finlande (50%), au Danemark (39%) en Suède ainsi qu'aux Pays-Bas (38% chacun).

L'Union européenne, vue comme un acteur de réglementation et de réforme du marché financier mondial se distingue surtout dans un des pays européens les plus touchés par la crise, la Grèce (33%) mais aussi en Italie (32%).

Le G20, quant à lui, est cité principalement aux Pays-Bas (35%) et en République tchèque (34%).

¹⁶ QC9 Selon vous, parmi les suivants, qui est le mieux placé pour régler et reformer le marché financier mondial?

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 6 et le 26 mai 2011, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 75.3 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, Direction générale Communication, unité « Recherche et Speechwriting ».

L'EUROBAROMETRE STANDARD 75 fait partie de la vague 75.3 et couvre la population de 15 ans et plus ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE STANDARD 75 a été conduit également dans les cinq pays candidats (la Croatie, la Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Islande et le Monténégro) et en Communauté chypriote turque. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (*Computer Assisted Personal Interview*) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABREVIATIONS	PAYS	INSTITUTS	N° INTERVIEWS	DATES TERRAIN	POPULATION 15+	
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.020	06/05/2011	24/05/2011	8.939.546
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.000	06/05/2011	16/05/2011	6.537.510
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.022	07/05/2011	20/05/2011	9.012.443
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.007	06/05/2011	23/05/2011	4.561.264
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.535	06/05/2011	22/05/2011	64.409.146
EE	Estonie	Emor	1.000	06/05/2011	24/05/2011	945.733
IE	Irlande	Ipsos MRBI	1.015	09/05/2011	22/05/2011	3.522.000
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	07/05/2011	21/05/2011	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.010	09/05/2011	24/05/2011	39.035.867
FR	France	TNS Sofres	1.022	06/05/2011	24/05/2011	47.756.439
IT	Italie	TNS Infratest	1.039	06/05/2011	22/05/2011	51.862.391
CY	Rép. de Chypre	Synovate	501	06/05/2011	21/05/2011	660.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.007	06/05/2011	23/05/2011	1.447.866
LT	Lituanie	TNS Gallup Lithuania	1.026	07/05/2011	22/05/2011	2.829.740
LU	Luxembourg	TNS ILReS	501	06/05/2011	19/05/2011	404.907
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.019	06/05/2011	22/05/2011	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	06/05/2011	21/05/2011	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.016	06/05/2011	22/05/2011	13.371.980
AT	Autriche	Österreichisches Gallup-Institut	1.018	06/05/2011	22/05/2011	7.009.827
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	07/05/2011	23/05/2011	32.413.735
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.048	07/05/2011	22/05/2011	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.023	06/05/2011	20/05/2011	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.018	06/05/2011	22/05/2011	1.759.701
SK	Slovaquie	TNS Slovakia	1.010	10/05/2011	25/05/2011	4.549.955
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.003	07/05/2011	26/05/2011	4.440.004
SE	Suède	TNS GALLUP	1.044	06/05/2011	22/05/2011	7.791.240
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.309	06/05/2011	23/05/2011	51.848.010
TOTAL UE27			26.713	06/05/2011	26/05/2011	408.787.006
	Comm. chypriote					
CY(tcc)	turque	Kadem	500	07/05/2011	19/05/2011	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	07/05/2011	25/05/2011	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.000	06/05/2011	22/05/2011	54.844.406
	Ancienne Rép. de yougoslave					
MK	Macédonie	TNS Brima	1.056	06/05/2011	12/05/2011	1.678.404
IS	Islande	Capacent	500	06/05/2011	24/05/2011	252.277
ME	Monténégro	TNS Medium Gallup	1.000	07/05/2011	22/05/2011	492.265
TOTAL			31.769	06/05/2011	26/05/2011	469.946.984

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays, le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (c'est-à-dire les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les Instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points